



PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE BARKMERE TENUE LE 11 AVRIL 2026 À 10H00, À LAQUELLE ASSISTAIENT :

Le maire / The Mayor : Luc Trépanier
Les conseillers / Councillors : Stephen Lloyd
Marie-Hélène Lemarbre
Chantal Baron
Grant Elliott
David Castonguay

Formant quorum / Forming the quorum

Était absent/Absent – Le conseiller / Councillor : Charles Morgan

Également présent / Also in attendance:

OUVERTURE DE LA SÉANCE

Le maire préside et déclare la séance ouverte à 10h00.

À moins d'indication à l'effet contraire dans le présent procès-verbal, le maire se prévaut toujours de son privilège prévu à l'article 328 de la *Loi sur les Cités et Villes (RLRQ, chapitre C-19)* en s'abstenant de voter.

1. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

2026-031

Il est proposé par monsieur le conseiller Stephen Lloyd, appuyé par madame la conseillère Chantal Baron et résolu à l'unanimité des membres présents :

D'ADOPTER l'ordre du jour tel que déposé, soit:

1. **Adoption de l'ordre du jour**
2. **Adoption des procès-verbaux**
 - 2.1 Séance ordinaire du 14 mars 2026
3. **Affaires courantes**
 - 3.1 Annonces
 - 3.2 Correspondances
 - 3.3 Suivi de la dernière séance
 - 3.4 Période de question (30 minutes)
4. **Finances et Administration**
 - 4.1 Ratification du journal des déboursés et autorisation à payer les comptes
5. **Environnement**
6. **Urbanisme**
 - 6.1 Dépôt du rapport du directeur général
7. **Infrastructures et services**
8. **Loisirs et Culture**
9. **Affaires légales**
10. **M.R.C. et affaires régionales**
 - 10.1 Dernier conseil des maires
 - 10.2 Demande d'amendement au projet de loi numéro 22 afin d'abroger l'article 245.1 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*.
11. **Levée de la séance**

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

2.1 ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 14 MARS 2026

MINUTES OF THE ORDINARY MEETING OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF THE TOWN OF BARKMERE HELD ON APRIL 11TH 2026 AT 10:00 A.M. AT WHICH WERE PRESENT:

Luc Trépanier
Stephen Lloyd
Marie-Hélène Lemarbre
Chantal Baron
Grant Elliott
David Castonguay

Forming the quorum

Absent – Councillor : Charles Morgan

Martin Paul Gélinas, directeur général et greffier-trésorier / Director General and Town Clerk.

OPENING OF THE SITTING

The Mayor chaired the meeting and called it to order at 10:00 a.m.

Unless otherwise indicated in these minutes, the Mayor always avails himself of his privilege provided for in section 328 of the *Cities and Towns Act (CQLR, chapter C-19)* by abstaining from voting.

1. APPROVAL OF THE AGENDA

2026-031

It is proposed by Councillor Stephen Lloyd, seconded by Councillor Chantal Baron, and it is adopted unanimously by the council members present:

THAT the agenda be adopted as proposed, namely:

1. **Approval of the agenda**
2. **Adoption of the minutes**
 - 2.1 Regular meeting held on March 14th, 2026
3. **Current business**
 - 3.1 Announcements
 - 3.2 Correspondence
 - 3.3 Follow-up from last meeting
 - 3.4 Question period (30 minutes)
4. **Finance and Administration**
 - 4.1 Ratification of disbursement journal and authorization to pay the accounts
5. **Environment**
6. **Urban Planning**
 - 6.1 Tabling Director Manager's report
7. **Infrastructure and Services**
8. **Leisure and Culture**
9. **Legal Business**
10. **R.C.M and Regional Business**
 - 10.1 Latest Mayors' Council
 - 10.2 Motion to amend Bill No. 22 to repeal section 245.1 of the *Land Use and Planning Development Act*.
11. **Meeting adjournment**

CARRIED UNANIMOUSLY

2.1 ADOPTION OF THE MINUTES OF THE REGULAR SITTING HELD ON MARCH 14TH 2026

2026-032

PRENANT ACTE QU'une copie du procès-verbal de la séance ordinaire tenue le 14 mars 2026 a été remise à chaque membre du conseil municipal au moins une journée avant la tenue de la présente séance, conformément aux dispositions de l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes, RLRQ c. C-19*, le secrétaire-trésorier est dispensé d'en faire la lecture;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé monsieur le conseiller Grant Elliot et appuyé par monsieur le conseiller David Castonguay :

QUE le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 14 mars 2026 soit approuvé tel que déposé par le greffier.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

3. AFFAIRES COURANTES

3.1 ANNONCES

Le maire souhaite la bienvenue aux personnes présentes et transmet quelques informations d'intérêt public. Ces informations seront transmises via les Échos de Barkmere.

3.2 CORRESPONDANCES

Le directeur général mentionne n'avoir reçu aucune correspondance officielle pendant le mois de mars 2026.

3.3 SUIVI DE LA DERNIÈRE SÉANCE

3.4 PÉRIODE DE QUESTIONS (30 minutes)

Une période de questions est ouverte à 10h 03. Aucune question n'ayant été adressée au conseil la période de question est close.

4. FINANCES ET ADMINISTRATION

4.1 RATIFICATION DU JOURNAL DES DÉBOURSÉS ET AUTORISATION DES COMPTES À PAYER

2026-033

Il est proposé par madame la conseillère Chantal Baron, appuyé par monsieur le conseiller David Castonguay et résolu unanimement :

DE RATIFIER le journal des décaissements pour la période du 11 mars 2026 au 7 avril 2026, tel que soumis par le directeur général et greffier-trésorier pour les paiements numérotés à la banque : 3023 à 3027, 3033 3035, 3037 à 3039 et 3045 à 3051, pour un total de 51 464,08\$.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

5. ENVIRONNEMENT

5.1 Règlement 292 constituant le Comté consultatif en environnement – Adoption

2026-034

Attendu que le Règlement numéro 165 constituant le comité consultatif en environnement est en vigueur depuis le 11 août 2007;

Attendu que le Conseil municipal souhaite abroger le règlement 165 et adopter un nouveau règlement constituant le comité consultatif en environnement pour l'aider dans

2026-032

CONSIDERING THAT a copy of the Minutes of the regular meeting held on March 14th 2026, was given to each member of the Town Council before the day of this sitting, thus conforming to Article 333 of the *Cities and Towns Act RLRQ c. C-19*, the secretary-treasurer is exempt from reading;

THEREFORE, it is proposed by Councillor Grant Elliot, and seconded by Councillor David Castonguay :

THAT the minutes of the regular meeting of council held March 14th 2026 be confirmed as deposited by the Town clerk.

CARRIED UNANIMOUSLY

3. CURRENT BUSINESS

3.1 ANNOUNCEMENTS

The mayor welcomes those present and delivers information of public interest. This information will be available in the monthly Echoes from Barkmere.

3.2 CORRESPONDENCE

The Director General notes that he did not receive any official correspondence during the month of March 2026.

3.3 FOLLOW-UP FROM LAST MEETING

3.4 QUESTION PERIOD (30 minutes)

A question period began at 10:03 a.m. Since no questions were asked of the council, the question period is closed.

4. FINANCE AND ADMINISTRATION

4.1 RATIFICATION OF DISBURSEMENTS JOURNAL AND AUTHORIZATION OF ACCOUNTS PAYABLE

2026-033

It is proposed by Councillor Chantal Baron, seconded by Councillor David Castonguay and resolved unanimously:

TO RATIFY the disbursement journal for the period from March 11th 2026 to April 7th 2026, as submitted by the Director General and clerk-treasurer, for the payments bearing numbers 3023 to 3027, 3033 to 3035, 3037 to 3039 and 3045 to 3051, for a total amount of 51 464,08\$.

CARRIED UNANIMOUSLY

5. ENVIRONMENT

5.1 By Law 292 establishing the Environmental Advisory Committee – Adoption

2026-034

WHEREAS Bylaw No. 165 establishing the Environmental Advisory Committee has been in force since August 11, 2007;

WHEREAS the Council wishes to repeal Bylaw 165 and to adopt a new bylaw establishing the Environmental Advisory Committee to assist it in developing and monitoring an environmental policy and action plan;

l'élaboration et le suivi d'une politique en environnement et de son plan d'action ;

ATTENDU que le Conseil municipal a les pouvoirs de constituer un tel comité ;

ATTENDU qu'un avis de motion du présent règlement a été donné conformément à la Loi lors de la séance ordinaire du conseil tenue le 14 mars 2026 et que ce même règlement a fait l'objet d'un dépôt.

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par madame la conseillère Marie-Hélène Lemarbre, appuyée par madame la conseillère Chantal Baron, et résolu unanimement :

QUE le conseil de la Ville de Barkmere adopte les versions française et anglaise du règlement #292, *Constituant le Comité consultatif en environnement et abrogeant le règlement 165*.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

6. URBANISME

6.1 Dépôt du rapport du directeur général

Le directeur général fait rapport de l'émission des permis de construction ou de certificat d'autorisation et dépose le rapport sous l'annexe « A » rédigé par l'inspecteur municipal pour le mois de mars 2026 de même que la liste des mutations intervenues sur les immeubles du territoire de la ville de Barkmere pour ce même mois sous l'annexe « B ».

7. INFRASTRUCTURES ET SERVICES

8. LOISIRS ET CULTURES

9. AFFAIRES LÉGALES

10. M.R.C. ET AFFAIRES RÉGIONALES

10.1 DERNIERS CONSEILS DES MAIRES

Le maire présente l'information à ce sujet. Ces informations seront transmises via les Échos de Barkmere.

10.2 DEMANDE D'AMENDEMENT AU PROJET DE LOI 22 AFIN D'ABROGER L'ARTICLE 245.1 DE LA LOI SUR L'AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME

2026-035

Attendu que le gouvernement du Québec a confié aux municipalités régionales de comté le mandat de réaliser des plans de protection des milieux humides et hydriques et aux municipalités, par concordance, l'obligation de les appliquer;

Attendu que les plans de protection des milieux humides et hydriques doivent être approuvés par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour entrer en vigueur;

Attendu que l'Assemblée nationale a accordé en 2023 une immunité aux municipalités locales et régionales lors de l'application de leur plan de protection des milieux humides et hydriques en modifiant l'article 245 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*;

Attendu que lors de l'étude article par article du projet de loi modifiant l'article 245, un nouvel article a été introduit dans la loi (245.1), sans réflexion ni étude d'impacts préalable, obligeant toute municipalité, toute municipalité régionale de

WHEREAS the Council has the power to establish such a committee;

WHEREAS a notice of motion for this bylaw was given in accordance with the Act at the regular meeting of the Council held on March, 14th 2026 ;

THEREFORE, it is proposed by Councillor Marie-Hélène Lemarbre, seconded by Councillor Chantal Baron and unanimously resolved by the Council :

THAT the Barkmere Town Council adopt the English and French versions of Bylaw No. 292, *Establishing the Environmental Advisory Committee and Repealing Bylaw No. 165*.

CARRIED UNANIMOUSLY

6. URBAN PLANNING

6.1 Tabling Director General's report

The director general presents the issuance of construction permits or authorization certificates and presents the municipal inspectors report on the appendix "A" for the month of February 2026 as well as the list of the transfers of properties of the territory of the Town of Barkmere for the same month on the appendix "B".

7. INFRASTRUCTURE AND SERVICES

8. LEISURE AND CULTURE

9. LEGAL BUSINESS

10. R.C.M. AND GOVERNMENTAL AFFAIRES

10.1 LATEST MAYOR'S COUNCILS

The mayor presents the information on this subject. This information will be available in the monthly Barkmere echoes.

10.2 MOTION TO AMEND BILL NO. 22 TO REPEAL SECTION 245.1 OF THE LAND USE PLANNING AND DEVELOPMENT ACT

2026-035

Whereas the Government of Quebec has entrusted regional county municipalities with the mandate to develop wetland and water protection plans and, by extension, has imposed on municipalities the obligation to implement them;

Whereas wetland and water protection plans must be approved by the Ministry of the Environment, Climate Change, Wildlife and Parks in order to come into effect;

Whereas in 2023, the National Assembly granted immunity to local and regional municipalities in the implementation of their wetland and water protection plans by amending section 245 of the Act respecting land use planning and development.

Whereas, during the clause-by-clause review of the bill amending section 245, a new section was introduced into the Act (245.1), without prior consideration or impact assessment, requiring every municipality, regional county municipality, and metropolitan

comté et toute communauté métropolitaine à transmettre un avis à chaque propriétaire d'un immeuble (terrain) concerné par un acte qui vise la protection de milieux humides et hydriques;

Attendu que le contenu du nouvel article 245.1 oblige toute municipalité, municipalité régionale de comté et communauté métropolitaine qui désire se prévaloir de l'immunité prévue à l'article 245, de faire la preuve de l'envoi d'un avis à tous les propriétaires concernés;

Attendu que cette procédure exclusive aux milieux humides et hydriques fera en sorte que tous les propriétaires concernés recevront au minimum deux avis sur le même sujet et que ceux qui se retrouvent sur un territoire couvert par une communauté métropolitaine en recevront trois;

Attendu que l'obligation de transmettre individuellement des avis à l'ensemble des propriétaires concernés entraîne un fardeau administratif majeur et des coûts importants pour les municipalités, les municipalités régionales de comté et les communautés métropolitaines, notamment en raison des frais d'impression et de distribution, ces coûts étant accentués dans le contexte actuel d'instabilité et de perturbations des services de Postes Canada;

Attendu que la multiplication des avis portant sur un même objet de protection des milieux humides et hydriques est susceptible de nuire à la compréhension des citoyens, de créer de la confusion quant à la portée réelle des mesures adoptées et d'engendrer de l'insatisfaction à l'égard de l'action municipale;

Attendu le caractère exclusif de la procédure découlant de l'article 245.1 et le fait que les obligations inscrites dans la Loi pour les municipalités et les MRC concernant l'information des citoyens pour ce genre de mesure auraient permis de rejoindre efficacement les propriétaires concernés;

Attendu que le ministère de l'Environnement refuse de s'imposer les mêmes obligations pour informer les propriétaires concernés par la nouvelle cartographie des zones inondables, plus nombreux que ceux concernés par les milieux humides et hydriques, en raison des coûts prohibitifs;

Attendu que l'abrogation de l'article 245.1 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* constituerait un réel allègement administratif pour les municipalités et les MRC;

Attendu que le 27 novembre 2025, le chantier en allègement de la charge administrative, formé en vertu de la *Déclaration de réciprocité* signée le 13 décembre 2023 et regroupant le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, la Fédération québécoise des municipalités, l'Union des municipalités du Québec, la Ville de Montréal et la Ville de Québec, associant également l'Association des directeurs municipaux du Québec, l'Association des directeurs généraux des MRC du Québec, l'Association des directeurs généraux des municipalités du Québec et la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec, a convenu de recommander d'inclure l'abrogation de l'article 245.1 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* comme mesure prioritaire dans un projet de loi;

Attendu que la ministre des Affaires municipales, M^{me} Geneviève Guilbault, a déposé le 25 mars 2026, le projet de loi n° 22, *Loi bonifiant les pouvoirs d'intervention des municipalités et modifiant d'autres dispositions législatives* sans un article abrogeant l'article 245.1 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*;

community to send a notice to every owner of a property (land) affected by an act aimed at protecting wetlands and water bodies;

Whereas the content of the new section 245.1 requires every municipality, regional county municipality, and metropolitan community that wishes to avail itself of the immunity provided for in section 245 to provide proof that a notice has been sent to all affected owners.

Whereas this procedure, which applies exclusively to wetlands and water bodies, will ensure that all affected owners receive at least two notices on the same subject, and that those located within a territory covered by a metropolitan community will receive three.

Whereas the obligation to send individual notices to all affected property owners imposes a significant administrative burden and substantial costs on municipalities, regional county municipalities, and metropolitan communities, particularly due to printing and distribution costs, which are exacerbated by the current instability and disruptions in Canada Post services;

Whereas the proliferation of notices concerning the same matter of wetland and water protection is likely to hinder citizens' understanding, create confusion regarding the actual scope of the measures adopted, and generate dissatisfaction with municipal action;

Whereas the procedure under section 245.1 is exclusive, and the obligations set forth in the Act for municipalities and RCMs regarding the provision of information to citizens for this type of measure would have made it possible to effectively reach the affected property owners;

Whereas the Ministry of the Environment refuses to impose the same obligations on itself to inform property owners affected by the new flood zone mapping—who are more numerous than those affected by wetlands and water bodies—due to prohibitive costs;

Whereas the repeal of section 245.1 of the Act respecting land use planning and development would constitute a real administrative relief for municipalities and RCMs;

Whereas on November 27, 2025, the working group on reducing the administrative burden, formed pursuant to the Declaration of Reciprocity signed on December 13, 2023, and comprising the Ministry of Municipal Affairs and Housing, the Quebec Federation of Municipalities, the Union of Quebec Municipalities, the City of Montreal, and the City of Quebec, and also involving the Association of Municipal Directors of Quebec, the Association of General Directors of Quebec's RCMs, the Association of General Directors of Quebec Municipalities, and the Corporation of Certified Municipal Officers of Quebec, has agreed to recommend including the repeal of section 245.1 of the Act respecting land use planning and development as a priority measure in a bill;

Whereas the Minister of Municipal Affairs, Ms. Geneviève Guilbault, introduced Bill No. 22 on March 25, 2026, an Act to enhance the powers of intervention of municipalities and to amend other legislative provisions, without a section repealing section 245.1 of the Land Use Planning and Development Act;

Il est proposé par monsieur le conseiller Stephen Lloyd, appuyé par madame la conseillère Marie-Hélène Lemarbre :

Que la ville de Barkmere demande aux membres de la Commission parlementaire de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale d'introduire un amendement au projet de loi n° 22 abrogeant l'article 245.1 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* afin de respecter le consensus établi entre le ministère et ses partenaires municipaux;

Que copie de cette résolution soit transmise au secrétariat de la Commission parlementaire de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale pour dépôt officiel à tous les membres de la commission;

Que copie de cette résolution soit également transmise à la ministre des Affaires municipales, M^{me} Geneviève Guilbault, à la députée Agnès Grondin représentant la circonscription d'Argenteuil à l'Assemblée nationale et à la Fédération québécoise des municipalités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

11. LEVÉE DE LA SÉANCE

La prochaine séance ordinaire du Conseil se tiendra le 9 mai 2026, à 10h00, au Centre Communautaire de la ville, à Barkmere, Québec.

LEVÉE DE LA SÉANCE

2026-036

Il est proposé par madame la conseillère Chantal Baron, appuyé par madame la conseillère Marie-Hélène Lemarbre, et résolu à l'unanimité :

QUE la séance du Conseil soit levée à 10h27.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Luc Trépanier
Maire / Mayor

THEREFORE, it is proposed by Councillor Stephen Lloyd, seconded by Councillor Marie-Hélène Lemarbre and unanimously resolved by the Council :

That the Town of Barkmere request the members of the National Assembly's Parliamentary Committee on Land Use Planning to introduce an amendment to Bill No. 22 repealing section 245.1 of the Land Use Planning and Development Act in order to respect the consensus reached between the Ministry and its municipal partners;

That a copy of this resolution be forwarded to the secretariat of the National Assembly's Parliamentary Committee on Land Use Planning for official distribution to all members of the committee;

That a copy of this resolution be also forwarded to the Minister of Municipal Affairs, Ms. Geneviève Guilbault, to MNA Agnès Grondin, representing the riding of Argenteuil in the National Assembly, and to the Fédération québécoise des municipalités.

CARRIED UNANIMOUSLY

11. MEETING ADJOURNMENT

The next regular Council meeting will be held on May 9th 2026 at 10:00 am at the Barkmere Community Center in Barkmere, Québec.

CLOSING OF THE SITTING

2026-036

It was proposed by Councillor Chantal Baron, seconded by Councillor Marie-Hélène Lemarbre, and unanimously resolved:

THAT the session of the Town Council be adjourned at 10:27 a.m.

CARRIED UNANIMOUSLY

Martin Paul Gélinas
Greffier-trésorier/ Clerk-treasurer

ANNEXE A / APPENDIX A
Liste des Permis / List of Permits

ANNEXE B / APPENDIX B
Liste de mutations / Transfers list

DATE	LDE	FROM/DE	TO/À	CADASTRAL #
17 mars 2026	S/O	Simon Sanscartier et ux.	France Bissonnette et Thierry Fournier	5 865 034